

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Emissions et cotations

Valeurs étrangères

AUDACIA

Société anonyme au capital de 639.420,25 Euros
Siège social : 58 rue d'Hauteville – 75010 Paris
492 471 792 R.C.S. Paris

AVIS AUX ACTIONNAIRES**Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription par émission d'actions ordinaires nouvelles**

Objet de l'insertion. — La présente insertion a pour objet d'informer les actionnaires de la société AUDACIA (ci-après la "**Société**") d'une augmentation de capital, par émission d'actions ordinaires nouvelles, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires et de l'admission sur le marché Euronext Growth des droits préférentiels de souscription ainsi que des actions nouvelles.

CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ

Dénomination sociale. — La Société a pour dénomination sociale "AUDACIA".

Forme de la société. — La Société est une société anonyme à Conseil d'administration régie par les lois et les règlements en vigueur ainsi que par ses statuts.

Numéros d'identification. — Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Paris : 492 471 792
RCS Paris – Identifiant SIRET du siège social : 492 471 792 00035

Adresse du siège social. — 58 rue d'Hauteville, 75010 Paris

Montant du capital social. — Le capital social est fixé à la somme de 639.420,25 €. Il est divisé en 5.115.362 actions ordinaires de même catégorie de 0,125 euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées.

Objet social. — La Société a pour objet, en France et à l'étranger toutes opérations se rapportant à :

- L'exercice d'une activité de gestion de portefeuille pour le compte de tiers dans les limites de l'agrément délivré par l'Autorité des Marchés Financiers (ci-après l' "AMF") sur la base du programme d'activité approuvé par l'AMF ;
- L'exercice d'une activité de conseil en investissements financiers dans les limites de l'agrément délivré par l'AMF et sur la base du programme d'activité approuvé par l'AMF ;
- L'exercice d'une activité de conseil en ingénierie financière ;
- L'étude, l'organisation, la promotion et la gestion technique, administrative et financières de toutes entreprises commerciales, industrielles, immobilières, financières, prestataires de services ;
- La prise de participation dans toutes sociétés ou entreprises de toute nature et la gestion de ces participations, et plus généralement toutes opérations commerciales, mobilières ou immobilières ;
- L'achat, la souscription et la vente (soit pour son compte, soit pour compte de tiers) de tous titres, parts d'intérêts ou droits sociaux quels qu'ils soient dans toutes sociétés françaises ou étrangères constituées ou à constituer, la prise d'intérêts dans toute société ou entreprises ;
- La participation directe ou indirecte à toute opérations ou entreprises par voie de création de société nouvelles, de participation à leur constitution ou à l'augmentation de capital de société existantes, d'apport, de vente, de location de tout ou partie de l'actif, de fusion ou autrement ;
- Et généralement toutes opérations financières, commerciales et industrielle, mobilières et immobilières ainsi que toutes activités de courtiers, commissionnaires, conseils ou autres, pouvant se rattacher directement ou indirectement à ce qui précède ou à tous objets similaires.

La Société peut notamment prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de nature à faciliter la réalisation de son objet social. Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés, et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

Durée de la Société. — La Société a été immatriculée le 24 octobre 2006 pour une durée de 99 ans arrivant à expiration le 24 octobre 2105, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Législation applicable. — La Société est une société anonyme à Conseil d'administration régie par la loi française.

Exercice social. — Chaque exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Avantages particuliers stipulés par les statuts au profit de toute autre personne. — Néant.

Obligations convertibles en actions. — Néant.

Emprunts obligataires garantis par la société. — Néant.

Assemblées générales. — Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales, selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'administration ou à défaut, par le Commissaire aux comptes ou par toute personne habilitée à cet effet, et délibèrent dans les conditions légales et réglementaires.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

L'ordre du jour de l'assemblée figure sur les avis et lettres de convocation, il est arrêté par l'auteur de la convocation. L'assemblée ne peut délibérer que sur les questions figurant à son ordre du jour, néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Un ou plusieurs actionnaires représentant la quote-part du capital prévue par la loi, peuvent, dans les conditions et délais légaux, requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

Tout actionnaire a le droit de participer personnellement aux assemblées générales, ou de s'y faire représenter, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, ou de voter par correspondance, quel que soit le nombre de ses titres de capital, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles inscrit en compte à son nom au deuxième (2ème) jour ouvré précédant l'assemblée, à zéro (0) heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par procuration, par vote par correspondance, par visioconférence ou par des moyens de télécommunication ou télétransmission permettant leur identification (lorsque le Conseil d'administration décide l'utilisation de tels moyens de participation, antérieurement à la convocation de l'assemblée générale) dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et tel que cela est prévu ci-dessous.

Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité. Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix. La notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut être faite par voie électronique.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire (établi par la Société) dont il n'est tenu compte que s'il est reçu par la Société trois (3) jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Ce formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration.

Le formulaire de vote par correspondance et la procuration donnée par un actionnaire sont signés par celui-ci, le cas échéant, par un procédé de signature électronique sécurisée au sens de l'article 1367 du Code civil, ou par un procédé de signature électronique arrêté par le Conseil d'administration consistant en l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel il s'attache.

L'actionnaire peut utiliser le formulaire électronique de vote à distance ou de procuration proposé sur le site de la Société consacré à cet effet, s'il parvient à la Société la veille de la réunion de l'assemblée générale au plus tard à quinze (15) heures, heure de Paris. Ce formulaire électronique comporte la signature électronique dans les conditions prévues au présent article.

Tout actionnaire pourra également participer et voter aux assemblées par visioconférence ou par tout moyen de télécommunication ou télétransmission (y compris par transmission par voie électroniques d'un formulaire de vote ou de procuration) permettant son identification dans les conditions et suivant les modalités fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. La décision du Conseil d'administration de recourir à de tels moyens de participation sera publiée dans l'avis de réunion ou dans l'avis de convocation. Ces actionnaires sont alors réputés présents à l'assemblée pour le calcul du quorum et de la majorité et peuvent voter et participer en séance.

Les votes s'expriment soit à main levée soit par tous moyens techniques appropriés décidés par le Conseil d'administration.

Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence ou en cas de carence, par le membre du conseil spécialement délégué à cet effet par le Conseil d'administration. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par deux actionnaires disposant du plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction.

Le bureau ainsi constitué désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Une feuille de présence, tenue dans les conditions réglementaires, est établie lors de chaque assemblée. Elle est émargée par les actionnaires présents ou leurs représentants et certifiée exacte par les membres du bureau.

Les procès-verbaux des délibérations des assemblées sont dressés et leurs copies ou extraits sont certifiées et délivrées conformément à la réglementation en vigueur.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

Libération des actions. — Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois aux époques et aux proportions fixées par le Conseil d'administration, au plus tard dans un délai de cinq (5) ans à compter de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés ou à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Conseil d'administration, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

La libération peut intervenir soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission, soit consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

Forme des actions. — Les actions, entièrement libérées, sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Les actions donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables.

La Société est autorisée à faire usage à tout moment des dispositions prévues par les articles L. 228-2 et suivants du Code de commerce en matière d'identification de détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires.

Indivisibilité des actions - Nue-propriété – Usufruit. — Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales des actionnaires par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales des actionnaires.

Droits et obligations attachés aux actions. — Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Chaque action ordinaire donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts, à leurs modifications ultérieures, et à toutes décisions de l'assemblée générale des actionnaires.

Le cas échéant et sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre toutes les actions ordinaires indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la Société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la Société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, toutes les actions ordinaires reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

Le droit de vote attaché aux actions ordinaires est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins, sous réserve des exceptions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Droit de vote double. — Toutes les actions ordinaires entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au nom du même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double par rapport à celui conféré aux autres actions ordinaires, eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent.

Ce droit est conféré également dès leur émission en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Les actions nominatives bénéficiant d'un droit de vote double converties au porteur ou transférées en propriété perdent le droit de vote double sauf dans tous les cas prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Transmission et cession des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital. — Les actions sont librement cessibles et négociables. Leur cession s'effectue conformément aux dispositions légales et réglementaires.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

Franchissements de seuil. — Toute personne, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir, directement ou indirectement, par l'intermédiaire de sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce, (i) une fraction du capital ou des droits de vote égale à 2% ou tout multiple de ce pourcentage ainsi que (ii) l'un quelconque des seuils légaux visés à l'article L.233-7 du Code de Commerce, est tenue de déclarer tout franchissement de ces seuils dans les délais, conditions et selon les modalités prévus par les articles L.233-7 et suivants du Code de Commerce.

A défaut d'avoir été déclarées dans les conditions ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la régularisation de la notification. Dans les mêmes conditions, les droits de vote attachés à ces actions et qui n'ont pas été régulièrement déclarés ne peuvent être exercés ou délégués par l'actionnaire défaillant. Conformément aux stipulations du paragraphe VI de l'article L.233-7 du Code de Commerce, et par exception aux 2 premiers alinéas de l'article L.233-14 du Code de Commerce, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée seront privées du droit de vote si le défaut de déclaration est constaté et consigné dans un procès-verbal de l'assemblée générale à la demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant 2% du capital ou des droits de vote de la Société.

A l'obligation d'information ci-dessus, s'ajoutent les obligations qui pourraient être mises à la charge de la personne venant à franchir l'un de ces seuils au titre des dispositions du Code de Commerce, du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers ou des Règles d'Euronext applicables au marché sur lequel les titres émis par la Société sont inscrits à la date de la transaction.

Affectation et répartition du bénéfice. — Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition du Conseil d'administration peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

En outre l'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement en numéraire ou en actions, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Dissolution – Liquidation. — A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, la Société est en liquidation, sauf dans les cas prévus par les dispositions légales.

L'assemblée générale nomme un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs les plus étendus, pour réaliser l'actif, acquitter le passif et répartir le solde disponible entre les actionnaires.

L'actif net, après remboursement du capital, est partagé également entre toutes les actions ordinaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

Bilan. — Le bilan des comptes sociaux annuels au 31 décembre 2024 est publié en annexe.

CADRE JURIDIQUE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL

Prospectus. — En application des dispositions de l'article L.411-2-11° du Code monétaire et financier et de l'article 211-2 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers ("**AMF**"), la présente émission ne donne pas lieu à un prospectus soumis à l'approbation de l'AMF dans la mesure où le montant total de l'offre calculé sur une période de douze mois ne dépasse pas 8.000.000 €.

Assemblée générale ayant autorisé l'émission. — L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire des actionnaires qui s'est tenue le 5 juin 2025 a délégué sa compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation de capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières de quelque nature que ce soit donnant accès au capital immédiatement ou à terme au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription, dans les conditions fixées dans la 15ème résolution.

Décision du Conseil d'Administration de faire usage de la délégation conférée par l'Assemblée Générale. — En vertu de la délégation de compétence qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire aux termes de sa 15ème résolution, le Conseil d'Administration de la Société, lors de sa réunion en date du 16 janvier 2026, a décidé, de mettre en œuvre la délégation qui lui a été consentie et a décidé de procéder à une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans les conditions et modalités détaillées ci-après et a conféré tous pouvoirs au Directeur Général pour la réalisation matérielle de l'augmentation de capital ou le cas échéant d'y surseoir.

CARACTÉRISTIQUES ET MODALITÉS DE SOUSCRIPTION DES ACTIONS NOUVELLES

Nombre d'actions nouvelles à émettre. — Le nombre total d'actions nouvelles à émettre (collectivement les « **Actions Nouvelles** » et individuellement une "**Action Nouvelle**") s'élève à 1.975.308 soit une augmentation de capital d'un montant brut de 7.999.997,40 €, prime d'émission incluse.

Ce nombre d'Actions Nouvelles a été déterminé en considération du nombre d'actions actuellement émises par la Société (soit 5.115.362 actions).

Prix de souscription. — Le prix de souscription a été fixé à 4,05 € par Action Nouvelle, soit 0,125 € de valeur nominale et 3,925 € de prime d'émission.

Le prix de souscription est à libérer intégralement à la souscription en numéraire en espèces.

Période de souscription. — La souscription des Actions Nouvelles sera ouverte du 27 janvier 2026 au 5 février 2026 inclus.

Modalités de souscription. — Chaque actionnaire recevra un droit préférentiel de souscription par action inscrite sur son compte-titres à l'issue de la séance de bourse du 22 janvier 2026. Afin de garantir cette inscription en compte-titres à cette date, l'exécution des ordres réalisés sur les actions existantes sur le marché Euronext Growth doit intervenir au plus tard le 20 janvier 2026.

La souscription des Actions Nouvelles est réservée, par préférence (i) aux porteurs d'actions existantes enregistrées qui se verront attribuer un DPS par action existante détenue et (ii) aux cessionnaires des DPS.

Chacun des titulaires de DPS pourra souscrire :

- à titre irréductible, à raison de 2 Actions Nouvelles pour 5 actions existantes détenues, sans qu'il soit tenu compte des fractions ; et
- à titre réductible, le nombre d'Actions Nouvelles qu'ils désireraient en sus de celui leur revenant du chef de l'exercice de leurs DPS à titre irréductible. Seules les Actions Nouvelles éventuellement non souscrites par les souscriptions à titre irréductible seront réparties entre les souscripteurs à titre réductible, dans la

limite de leurs demandes et au prorata du nombre d'actions existantes dont les DPS auront été utilisés à l'appui de leurs souscriptions à titre irréductible sans qu'il puisse en résulter une attribution de fraction d'Action Nouvelle.

Les DPS ne pourront être exercés qu'à concurrence d'un nombre de DPS permettant la souscription d'un nombre entier d'Actions Nouvelles. Les titulaires de DPS qui ne posséderaient pas, au titre de la souscription à titre irréductible, un nombre suffisant d'actions existantes ou de DPS pour obtenir un nombre entier d'Actions Nouvelles, devront faire leur affaire de l'acquisition sur le marché Euronext Growth du nombre de DPS permettant d'atteindre le multiple conduisant à un nombre entier d'Actions Nouvelles.

Les DPS formant rompus pourront être cédés sur le marché Euronext Growth pendant la période de cotation des DPS.

Au cas où un même souscripteur présenterait plusieurs souscriptions distinctes, le nombre d'Actions Nouvelles lui revenant à titre réductible ne sera calculé sur l'ensemble de ses DPS que s'il en fait expressément la demande spéciale par écrit, au plus tard le jour de la clôture de la souscription. Cette demande devra être jointe à l'une des souscriptions et donner toutes les indications utiles au regroupement des droits, en précisant le nombre de souscriptions établies ainsi que le ou les intermédiaires habilités auprès desquels ces souscriptions auront été déposées.

Les souscriptions au nom de souscripteurs distincts ne peuvent être regroupées pour obtenir des Actions Nouvelles à titre réductible.

Il est précisé que 47.321 actions sont auto-détenues par la Société au 19 janvier 2026.

Pour exercer leurs DPS, les titulaires devront en faire la demande auprès de leur intermédiaire financier habilité, à tout moment pendant la durée de la période de souscription, soit entre le 27 janvier 2026 et le 5 février 2026 inclus et payer le prix de souscription correspondant de 4,05 € par Action Nouvelle en espèce. Les DPS non exercés seront caducs de plein droit à la fin de la période de souscription, soit le 5 février 2026 à la clôture de la séance de Bourse.

Un avis publié par Euronext fera connaître, le cas échéant, le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.

Demandes de souscription à titre libre. — En sus de la possibilité de souscrire à titre irréductible et réductible suivant les conditions et modalités précisées, toute personne physique ou morale, détenant ou non des DPS, pourra souscrire à l'augmentation de capital à titre libre.

Les personnes désirant souscrire à titre libre devront faire parvenir leur demande auprès de leur intermédiaire financier habilité à tout moment durant la période de souscription et payer le prix de souscription correspondant.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-134 du Code de commerce, les souscriptions à titre libre ne seront prises en compte que si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, étant précisé que le Directeur Général disposera de la faculté de répartir librement les Actions Nouvelles non souscrites, en totalité ou en partie, entre les personnes (actionnaires ou tiers) de son choix ayant effectué des demandes de souscriptions à titre libre et que les actions nouvelles seront allouées prioritairement aux investisseurs ayant signé des engagements de souscription au titre des souscriptions à titre libre, le cas échéant.

Etablissements domiciliaires – Versement des souscriptions. — Les souscriptions d'Actions Nouvelles et les versements de fonds par des actionnaires dont les actions sont inscrites sous la forme nominative administrée ou au porteur seront reçus jusqu'au 5 février 2026 (inclus) auprès de leur intermédiaire habilité.

Les souscriptions d'Actions Nouvelles et les versements de fonds par des actionnaires dont les actions sont inscrites sous la forme nominative pure seront reçus jusqu'au 5 février 2026 (inclus) auprès de Uptevia (90 – 110 Esplanade du Général de Gaulle, 92931 Paris La Défense Cedex., France).

Les souscriptions qui n'auront pas été intégralement libérées par versement d'espèces seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin de mise en demeure.

Les sommes versées lors des souscriptions et se trouvant disponibles après les allocations seront remboursées sans intérêt aux souscripteurs par les intermédiaires habilités qui les auront reçues.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés par Uptevia (90 – 110 Esplanade du Général de Gaulle, 92931 Paris La Défense Cedex., France), qui sera chargé d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital et l'émission des Actions Nouvelles.

Cotation des droits préférentiels de souscription. — Les actionnaires de Audacia recevront un (1) DPS pour chaque action détenue (soit au total 5.115.362 DPS émis). Chaque actionnaire détenant cinq (5) DPS (et des multiples de ce nombre) pourra souscrire à deux (2) Actions Nouvelles (et des multiples de ce nombre) au prix unitaire de 4,05 €.

Les DPS seront cotés et négociés sur Euronext Growth sous le code ISIN FR0014015OX5 entre le 23 janvier 2026 et le 3 février 2026 inclus. A défaut de souscription ou de cession, ils deviendront caducs à l'issue de la période de souscription et leur valeur sera nulle.

Droits préférentiels de souscription détachés des actions auto-détenues. — En application de l'article L.225-206 du Code de commerce, la Société ne peut souscrire à ses propres actions. Les DPS détachés des actions auto-détenues de la Société au 23 janvier 2026 ne seront pas exercés ni cédés.

Limitation du montant de l'augmentation de capital. — Dans le cas où les souscriptions recueillies à titre irréductible, à titre réductible et à titre libre n'auraient pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, le Directeur Général de la Société pourra limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions reçues, conformément à l'article L.225-134 du Code de commerce, à la condition que celui-ci atteigne au moins 5.999.999 €, correspondant à 75% du montant initial brut de l'augmentation de capital.

Garantie. — L'augmentation de capital ne fait pas l'objet d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L.225-145 du code de commerce.

Nature et forme des actions. — Les Actions Nouvelles de la présente émission, sont des actions ordinaires de la Société de même catégorie que les actions existantes. Les Actions Nouvelles entièrement libérées seront nominatives ou au porteur, au choix de leur titulaire, sous réserve de la législation en vigueur et des statuts de la Société.

Jouissance. — Les Actions Nouvelles porteront jouissance courante et seront assimilables aux actions existantes de la Société.

Place et date de cotation. — Les Actions Nouvelles émises dans le cadre de l'augmentation de capital feront l'objet d'une demande d'inscription aux négociations sur le marché Euronext Growth.

Elles seront immédiatement assimilées aux actions existantes de la Société déjà négociées sur le marché Euronext Growth et négociables, à compter de cette date, sur la même ligne de cotation que ces actions sous le même code ISIN (FR00140059B5 / Code mnémonique : ALAUD).

Selon le calendrier indicatif de l'augmentation de capital, la date de livraison prévue des Actions Nouvelles est prévue le 11 février 2026.

Pour AUDACIA
Monsieur Olivier De Panafieu.
Directeur Général.

Annexe
Bilan social au 31 décembre 2024.
(En Euros)

Actif	Du 01/01/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	2 146	2 146		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	20 720	20 720		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrain				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages industriels	13 302	13 302		
Autres immobilisations corporelles	591 529	283 617	307 912	281 812
Immobilisations en cours	15 650		15 650	12 397
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	7 155 097	152 559	7 002 538	7 776 504
Créances rattachées à des participations	120 000		120 000	
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés	2 791 984	284 678	2 507 307	2 475 980
Prêts				
Autres immobilisations financières	710 540		710 540	710 540
Actif immobilisés	11 420 968	757 021	10 663 947	11 257 233
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En-cours de productions				
- De biens				
- De services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	42 907		42 907	35 762
Avances et acomptes versés sur commandes	10 545		10 545	9 945
Créances				
Clients et comptes rattachés	21 126 250	13 090 237	8 036 013	8 044 917
Autres	768 255		768 255	1 110 609
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres	251 909	64 398	187 511	226 778
Autres titres	50 000		50 000	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 754 329		3 754 329	2 878 921
Charges constatées d'avance	283 637		283 637	105 520
Actif circulant	26 287 833	13 154 635	13 133 198	12 412 452
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversions actif				
Total actif	37 708 801	13 911 656	23 797 145	23 669 685

Passif	Du 01/01/2024	Du 01/01/2023
	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Capitaux propres		
Capital social ou individuel (dont versé)	622 017	594 257
Prime d'émission, de fusion, d'apport	6 331 428	6 331 428
Ecarts de réévaluation		
Ecarts d'équivalence		
Réserves :		
Légale	59 426	59 426
Statutaires ou contractuelles		
Règlementées		
Autres	5 929 264	5 577 545
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	756 735	379 480
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Capitaux propres	13 698 870	12 942 135
Autres fonds propres		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour :		
- Risques		
- Charges		
Provisions pour risques et charges		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires emprunts et dettes :		
- Au près des établissements de crédit	866 566	626 717
- Financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes :		
- Fournisseurs et comptes rattachés	4 288 935	4 918 751
- Fiscales et sociales	4 468 347	4 581 939
- Sur immobilisations et comptes rattachés	136 205	12 800
Autres dettes	274 173	520 895
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	64 049	66 447
Emprunts et dettes	10 098 275	10 727 550
Ecarts de conversion passif		
Total Passif	23 797 145	23 669 685